A PROPOS DE L'EXEMPLE STÉPHANOIS : QUELQUES RÉFLEXIONS SUR L'HISTOIRE DES ÉLITES PROVINCIALES AU XIXe SIÈCLE

Nicole Verney-Carron

Nicole Verney-Carron,
Centre Pierre Léon.

A l'issue d'un travail sur les élites économiques de la région stéphanoise au XIXe siècle[1], une série de réflexions s'impose à propos de la démarche suivie, des problèmes spécifiques à l'étude de cette catégorie sociale. Le concept même d'*élites*, s'il reste indiscutablement préférable à celui de bourgeoisie trop connoté, à la fois trop vaste puisqu'il suppose la prise en compte d'une petite, moyenne et grande bourgeoisie, et en même temps trop étroit puisqu'il exclut la noblesse, n'est pas sans ambiguïté. « *J'use du terme élites au sens le plus large*, écrivait Raymond Aron : *l'ensemble de ceux qui, dans diverses activités, se sont élevés en haut de la hiérarchie et occupent des positions privilégiées que*

1 VERNEY-CARRON (Nicole), *Le ruban et le métal. Recherches sur les élites économiques de la région stéphanoise au XIXe siècle (1815-1914)*, Thèse Université Lumière Lyon 2, 1995, 534 p.

consacre l'importance soit des revenus, soit du prestige[2]. » Cette acception de l'élite semble devoir conduire à une démarche explorative, analytique et descriptive : il s'agit donc de définir les critères matériels ou spirituels, conscients ou inconscients qui permettent d'identifier cet ensemble, les clivages qui l'amènent à se distinguer, tenter de le saisir à la fois de l'intérieur et de l'extérieur tout en sachant que la limite est nécessairement floue. Il faut en quelque sorte répondre à un inventaire de questions de type « comment », comment ce groupe s'est-il formé ? Comment s'est-il enrichi ? Comment maintient-il ou transforme-t-il son niveau de vie ? Comment se comporte-t-il ?...

Le glissement est cependant aisé vers une conception des élites contre laquelle Guy Chaussinand-Nogaret met en garde : « *L'histoire des élites est suspecte a priori : dans la mesure où la tentation est grande de l'assimiler à des conceptions idéologiques, à une vision "élitiste" de la société*[3] ». Il semble en effet que l'on a tendance à investir les élites d'un présupposé d'excellence dès lors que l'on cherche à répondre à des questions de type « pourquoi » – et peut-on ne pas soulever ces problèmes ? – : pourquoi en l'occurrence à Saint-Étienne, les diverses composantes des élites n'ont-elles pas fusionné ? Pourquoi se sont-elles sclérosées ? Pourquoi ont-elles négligé certaines activités intellectuelles ?, ensemble de questions qui relèvent cette fois d'une démarche heuristique et explicative, qui conduit à formuler des hypothèses et avancer des interprétations. C'est sans doute une telle démarche qui permet au passé d'éclairer le présent, qui donne à l'histoire des élites tout son sens, mais qui comporte aussi les plus grands risques de subjectivité.

QUESTIONS PRÉALABLES

Existe-t-il des sources spécifiques ?

Les sources donnant les moyens de répondre à ces questions sont désormais devenues classiques : les annuaires[4], recensements[5], listes électorales[6], registres fiscaux[7], actes notariés permettent d'établir une nomenclature des notables, de reconstituer leurs parcours professionnels, d'inventorier leurs responsabilités politiques ou économiques, d'évaluer leurs fortunes et de les analyser, de restituer leurs comportements démographiques et familiaux. C'est une approche essentiellement quantitative qui n'est pas cependant sans poser certains problèmes, en particulier lorsque l'élite urbaine est numériquement faible : à Saint-Étienne, il a été possible d'établir un fichier d'environ un millier d'individus appartenant à 321 familles, tous ne disposant pas de renseignements complets, ce qui constitue une base statistique trop étroite pour que les calculs effectués aient une valeur autre qu'indicative. D'autre part, la reconstitution de généalogies nécessaires à une approche prosopographique, représente un travail colossal et souvent insurmontable pour le chercheur isolé. Les travaux des généalogistes locaux ne sont pas toujours fiables et il est alors préférable de renoncer à faire l'analyse de toutes les origines sociales ou géographiques, de tous les parcours professionnels, pour exploiter à fond quelques exemples, en suivre les alliances et les devenirs individuels et familiaux. De même, l'ampleur des actes de l'enregistrement et des actes notariés est telle qu'elle demande de procéder par sondages, de faire des coupes, avec tout le caractère aléatoire de cette méthode.

L'oligarchie stéphanoise s'appuyant principalement sur le patronat, il est éga-

2 - ARON (Raymond), « Classe sociale, classe politique, classe dirigeante », *Archives européennes de sociologie I*, (1960), p. 267.

3 - CHAUSSINAND-NOGARET (Guy), *Une histoire des élites, 1700-1748*, Paris-La Haye, Mouton, 1975, p. 9.

4 - Archives départementales de la Loire (A.D.L.), PER 458 n° 1-55, *Annuaire départemental de la Loire*, 1843-1913.

5 - Archives municipales de Saint-Étienne (A.M.S.E.), série 1 F, *Population et statistique* ; A.D.L. 49 M, *Dénombrement de population*.

6 - A.M.S.E., série K, *Elections* ; A.D.L., 8 M, *Listes électorales*.

7 - A.M.S.E., Série G, *Contributions, administration financière* ; A.D.L., Série EN, *Enregistrement*.

lement indispensable de consulter des archives d'entreprises mais, en dehors de quelques fonds devenus publics[8], la plupart des documents sont conservés par les descendants des principales dynasties. Or, comme l'avait relevé Claude Folhen, « *...la réalité se cache dans des archives familiales difficilement ou pas du tout accessibles, et la discrétion est de règle en France quand il s'agit de chefs d'entreprise*[9] ». Plusieurs dizaines de courriers et de multiples démarches ont permis d'avoir accès aux livres de comptes de deux maisons du textile seulement[10]. Un succès un peu plus important (une vingtaine de réponses positives) a été obtenu avec des archives familiales non liées aux affaires, favorisant cette fois l'approche qualitative des élites : les livres de mémoires, journaux intimes, correspondances, poèmes, compliments, discours, albums de photos, portraits, sont d'une richesse inépuisable, complètent et parfois corrigent la production historique locale du siècle passé : biographies, études économiques, essais politiques, ouvrages hagiographiques et apologétiques qui ne sauraient dépasser l'intérêt purement anecdotique. Les dossiers de demandes de décorations[11], les archives des conseils de fabrique[12], les registres d'anciens élèves des établissements scolaires[13] apportent en outre des compléments précieux, ainsi que les archives des syndicats patronaux[14], des sociétés de bienfaisance[15], des cercles[16] et des sociétés savantes[17] qui donnent un éclairage essentiel sur les formes d'organisation et de sociabilité.

Reste enfin à interroger la mémoire orale, à obtenir les confidences de personnes forcément âgées, qui se sont généralement avérées méfiantes devant toute intrusion d'un magnétophone, plus enclines à laisser resurgir librement leurs souvenirs qu'à se plier à un questionnaire rigide ; la valeur de leur témoignage est dans ce cas plus affective que scientifique, elle aide l'historien à s'immerger dans le passé, un passé bien souvent devenu mythique. Mais c'est du croisement, de la confrontation de tout cet ensemble de sources, si fragmentaires soient-elles parfois, mais souvent si riches et si diverses, que peut surgir une approche de la réalité.

Existe-t-il une taxinomie satisfaisante ?

Toute étude quantitative des élites suppose un classement en catégories socioprofessionnelles. Certaines mentions cependant sont difficiles à saisir, en particulier celles de « propriétaire » ou « rentier » ? Faut-il les considérer comme un état ou comme l'aboutissement de certaines professions, comme une sorte de retraite ? Sur les registres, les fabricants stéphanois se font volontiers qualifier de propriétaires même s'ils sont encore en activité et finissent de toute manière par se déclarer rentiers s'ils vivent assez longtemps pour que leurs fils ou gendres assurent leur relève. De plus, il est indispensable de construire une grille spécifique à une cité[18] : pour l'étude de l'électorat censitaire stéphanois, par exemple, il était intéressant de distinguer des ensembles comme propriétaires-rentiers, banquiers, fabricants de ruban, quincaillerie et armes, patrons des mines, de la métallurgie ou des entreprises diverses, professions intellectuelles, marchands et boutiquiers. Pour d'autres villes, il faut, au contraire, faire apparaître la noblesse, ou retenir des catégories comme les militaires ou les ecclésiastiques, inexistantes dans notre cas. La réalisation de cette grille conduit donc à une vision particulière d'une société et risque de rendre les comparaisons interrégionales délicates.

8 - A.D.L., 8 J, *Fonds Epitalon* ; 13 J, *Archives de la Chambre de commerce de Saint-Étienne*, ainsi que la vaste série M, *Statistiques industrielles, questions industrielles*, etc.

9 - FOLHEN (Claude), *L'industrie textile au temps du Second Empire*, Paris, Plon, 1956, p. 67.

10 - Entreprises Louison et Faure.

11 - A.D.L., série 9 M 1-37, *Distinctions honorifiques*.

12 - A.D.L., série V, *Cultes*.

13 - A.D.L., Série T, *Instruction, enseignement secondaire* ; et archives privées des établissements confessionnels.

14 - A.M.S.E., 6 F 9-10, *Syndicats patronaux* ; A.D.L., 93 M 107, *Syndicats patronaux*.

15 - A.M.S.E., Série Q, *Assistance et prévoyance*.

16 - A.D.L., 27 M, *Cercles* ; et archives privées du Grand cercle de Saint-Étienne.

17 - A.D.L., PER 210 CH., *Annales de la Société impériale d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles*

lettres du département de la Loire. (1857-1870).

18- Chaque historien adopte généralement sa grille, à l'exemple de Pierre Léon (Lyon), Adeline Daumard (Paris), Jean-Pierre Chaline (Rouen), Jésus Ibarrola (Grenoble), Odile Voilliard (Nancy)...

19 - A.D.L., 8 M 22-55, *Listes électorales* (1816-1846).

20 - A.M.S.E., 1 G, *Impôts directs et cadastre.*

21 - A.D.L., EN 7 946 à 8 057, *Mutations par décès* (1819 à 1895).

DE LA DÉMARCHE DESCRIPTIVE...

Pour connaître un groupe social, il faut partir à sa recherche à travers la documentation disponible, tenter de le dénombrer, de le décrire, de pénétrer dans son univers.

Quelle est la composition de l'élite stéphanoise ?

Le niveau de fortune semble le critère le plus objectif pour délimiter une élite économique, encore que le choix des seuils soit sujet à interprétation et à variation d'une région à une autre. D'après les listes censitaires[19], les registres fiscaux[20] et les actes de mutations par décès[21], c'est paradoxalement un patriciat formé de rentiers et de fabricants (de ruban, de quincaillerie ou quelquefois d'armes), ancré dans le monde de l'artisanat, du négoce et de la propriété foncière, qui domine au XIXe siècle la société stéphanoise. Dans une ville pourtant réputée minière et manufacturière et considérée comme un haut lieu de la révolution industrielle, les représentants des grandes entreprises sont minoritaires. L'étude de la notabilité, soit un ensemble de fonctions économiques (membres de la chambre ou du tribunal de commerce, du conseil des prud'hommes), de mandats politiques (conseillers municipaux ou généraux, maires, députés) et de responsabilités administratives (membres du conseil d'administration de la Caisse d'épargne, des hospices ou encore du bureau de bienfaisance), confirme cette emprise des négociants sur la cité. Le test d'intermariage vient enfin compléter ce tableau peut-être trop schématique, mettant en jeu des critères d'appartenance internes au patriciat. La configuration du groupe échappe alors à toute rationalité : certains médecins, ingénieurs ou industriels sont acceptés comme pairs et dignes d'être choisis comme gendres (richesse, statut, ancienneté ?) tandis que la plupart des autres sont relégués dans le purgatoire des classes moyennes. A l'inverse, un fabricant ou un rentier, quoique peu fortunés, figurent d'emblée parmi les notables mais un boutiquier, si opulent soit-il n'atteint jamais cette dignité. Pierre Guichard, fondateur des établissements Casino, fait toutefois exception, ce qui amène à prendre aussi en compte la personnalité, le charisme d'un individu, ou encore ses engagements philosophiques et politiques car, à réussite et à prestige égaux, Etienne Mimard, fondateur de Manufrance, n'a pas connu le même succès social. Appartenir à une élite, c'est non seulement posséder une certaine fortune, mais c'est aussi tenir un rang, se conformer à un mode de vie, observer des rites et des codes accessibles aux seuls inités, intégrer dès l'enfance des schémas d'identification, s'approprier et défendre des valeurs adoptées par les générations fondatrices du groupe et transmises à leurs descendants.

Quelles sont les origines des élites ?

Le noyau originel de ce patriciat vient de la ville et de ses alentours. Les fabricants quincailliers et les armuriers sont directement issus d'une tradition artisanale locale, établie depuis le Moyen-Age. Aux XVIIe et XVIIIe siècles cependant, la vitalité de la Fabrique de ruban crée une autre dynamique : des marchands, notaires ou officiers de justice, occupant une position honorable dans les bourgs voisins, sont attirés vers cette ville qui offre de grandes capacités d'ascension sociale à condition de disposer des capitaux initiaux pour investir dans le négoce de la soie. Alliés aux

familles les plus anciennes, ils forment l'élite marchande de la cité. Mais leur réussite n'est effective que si elle est consacrée par leur accession à la noblesse, processus réalisable sur deux ou trois générations mais entraînant une stérilisation des capitaux employés à l'achat de charges et de terres : ainsi la famille Bernou prend le nom de De Rochetaillée ou les Chovet celui de la Chance, ainsi se constituent des dynasties comme les Thiollière (de l'Isle, du Treuil), Neyron (de Saint-Julien, des Granges), David (de Sauzéa), Palluat (de Besset), Tézenas (du Montcel), lignages qui resteront les fleurons de la société stéphanoise au siècle suivant. Ces bourgeois gentilshommes, se montrent cependant plus bourgeois qu'ils ne sont gentilshommes, isolés dans leur modeste cité, conservant des mœurs patriarcales, vivant dans l'aisance mais non dans l'opulence, peu sensibles à l'esprit des Lumières.

La Révolution et l'Empire, périodes relativement calmes dans l'histoire de la région, vont renforcer considérablement ces familles patriciennes. Les réformes administratives donnent à leur ville l'autonomie qui lui manquait et surtout, la vente des biens nationaux est l'occasion pour les spéculateurs habiles de s'enrichir et de prendre une envergure nouvelle. Les guerres napoléoniennes font par ailleurs prospérer la fabrique d'armes et la législation de 1810 sur les mines vient offrir une véritable manne aux propriétaires fonciers qui cumulent dès lors les profits de rentiers du sol et de rentiers du sous-sol.

Dans les deux premiers tiers du XIXe siècle, les élites se diversifient. La position du patriciat est confortée : la mode est au ruban et la Fabrique se développe, elle ouvre même ses rangs à de nouveaux venus qui adoptent ses méthodes, ses mœurs, ses dogmes et épousent ses enfants. Libérés du modèle nobiliaire et des contraintes juridiques qui lui étaient liées, les patrons du textile peuvent désormais concilier la particule et le négoce. Mais cette période est aussi celle de la grande épopée de l'acier. Les gisements de houille attirent dans la région des pionniers, entrepreneurs ou ouvriers métallurgistes qui misent leur réussite sur une compétence technique ou scientifique, un secret de fabrication ou une innovation technologique, font appel à des bailleurs de fonds et créent des entreprises dont certaines deviendront gigantesques. Les maîtres de forges forment une nouvelle élite mais, au-delà de quelques générations, la plupart de ces dynasties quittent la Loire, aucune ne s'intégrant au patriciat traditionnel, aucune alliance ne venant unir le monde du métal à celui du ruban. Après 1870, la situation économique de la région se détériore et la mobilité sociale semble interrompue à l'exception des professions libérales jusque là peu considérées, qui commencent à gagner quelque prestige et à nouer des alliances dans les rangs de l'oligarchie.

Quelles sont les activités économiques spécifiques aux élites ?

La Fabrique du ruban représente l'activité patricienne par excellence : la production textile à structure dispersée, fondée sur le *domestic-system*, est un métier d'art qui privilégie la qualité sur la quantité, puise sa force et sa légitimité dans son ancienneté, la richesse de ses traditions, la multitude d'artisans et de compagnons qu'elle fait vivre. C'est un secteur qui procure de gros profits[22] dans la mesure où les frais d'investissements, d'encadrement, de formation et de gestion sont réduits au minimum, ce qui explique sa pérennité alors que ses méthodes semblent désuètes et ses structures dépassées : mais telle est aussi sa

22 - En 1896, par exemple, le bilan de l'entreprise Louison fait apparaître un bénéfice net de 1 566 392,75 F, *Inventaire de commerce V. Louison et Cie, 1887-1899*, archives privées de la famille Louison.

faiblesse car, aveuglés par un enrichissement facile, son patronat n'a pas compris qu'il restait en marge du progrès et risquait de se laisser distancer par des cités plus audacieuses. Le dogme, l'univers, la clé de la fortune des rubaniers est l'entreprise familiale, société de personnes dont les capitaux sont réunis par un nombre limité d'associés, à la tête de laquelle on se succède de père en fils ou de beau-père en gendre, sans avoir reçu une formation spécialisée mais grâce à l'expérience acquise. Au contraire, la métallurgie représente l'émergence du *factory system*, de l'industrie moderne, du grand capitalisme incarné par les maîtres de forges, engagés dans un processus de concentration inexorable, placés à la tête d'entreprises qui prennent une dimension nationale, sont organisées en sociétés anonymes dirigées par des hommes venus de l'extérieur, financiers ou diplômés des grandes écoles. Cette structure explique la rareté des dynasties de sidérurgistes, celles des Holtzer-Dorian ou des Bedel faisant figure d'exception. Par rapport aux quelques deux-cents patrons du textile, les dirigeants de la métallurgie ne forment qu'une minorité, ils sont souvent considérés comme des affairistes et perçus comme des étrangers.

Avec la Révolution industrielle, la houille qui n'était jusque là qu'un combustible salissant, devait s'avérer une richesse convoitée. Mais, assurée d'en tirer profit au travers de la rente tréfoncière, ou éventuellement de dividendes, la bourgeoisie locale s'est contentée de la laisser exploiter par les capitalistes extérieurs à la région. Or pour être sûrs de percevoir leurs droits de tréfonds, les propriétaires de surface avaient intérêt à ce que tous les puits soient en activité ; non engagés dans la production, percevant mal la nécessité d'une rationalisation, ils ont constitué un groupe de pression hostile à toute concentration. En 1905, vingt-six sociétés se partageaient encore l'extraction de la houille et elles n'étaient généralement pas gérées par des Stéphanois.

Comme à Lyon, quoique dans une moindre mesure, le négoce de la soie a engendré l'activité bancaire. Les gros fabricants de ruban sont devenus banquiers, employant leurs bénéfices dans des prêts à court terme effectués auprès d'une clientèle choisie. Mais ni leurs intérêts ni leurs capacités ne leur permettaient de financer l'industrie lourde. Celle-ci a donc engendré ses propres banques de dépôt, à l'exemple du Crédit lyonnais, fondées pour investir dans les grosses entreprises en drainant les capitaux les plus larges. L'un des problèmes majeurs de la métallurgie de la région a cependant été le manque de capitaux, non parce qu'ils faisaient défaut mais parce qu'ils étaient tournés vers d'autres domaines : la rente, les obligations émises par les états étrangers et, après 1860-70, les actions des compagnies de chemins de fer.

Quels sont les niveaux de fortunes ?

Les élites s'inscrivent dans le monde de l'argent, se situent en fonction d'un avoir et de la qualité de cet avoir : le fait qu'il soit foncier ou mobilier, qu'il soit mis au service d'un train de vie fastueux ou prudemment accumulé, n'est pas étranger au rang occupé par une famille, traduit un mode de vie et de pensée, une capacité d'information et d'adaptation, exprime la culture économique d'un groupe social. Nous constatons à Saint-Étienne que ce sont les catégories les plus aisées au début du XIXe siècle qui s'enrichissent le plus au cours de la période. Les placements effectués dans cette longue durée se nuancent sans se modifier radicalement et l'immobilier

tient toujours la plus grande place dans les biens[23]. Les membres du patriciat se sont brièvement intéressés aux grandes entreprises installées dans la région, en période d'essor et de prospérité de la métallurgie, mais quand l'économie locale s'est essoufflée, il n'est resté que quelques vestiges de titres boursiers dans les patrimoines. La stratégie des maîtres de forges était en revanche différente dans la mesure où ils étaient obligés d'investir en priorité dans leur entreprise et dans les compagnies minières ou sidérurgiques satellites.

Pourquoi les élites du ruban et de l'acier n'ont-elles pas fusionné, donnant ainsi à Saint-Étienne une classe dirigeante plus puissante, plus fortunée et sans doute plus ouverte ? Quelles conséquences ces clivages ont-ils eu sur le destin de la cité ? Il faut passer d'une démarche simplement descriptive à une tentative d'interprétation.

... VERS UNE DÉMARCHE EXPLICATIVE

Au début du XIXe siècle, la bourgeoisie marchande a considéré avec un mélange d'intérêt et de crainte l'arrivée de nouveaux entrepreneurs désireux de tirer partie de la houille, intérêt dans la mesure où une association avec eux pouvait être profitable mais crainte de voir piller leur sous-sol au profit d'autres régions. C'est ce dernier sentiment qui l'a emporté rapidement, les quelques tentatives de collaboration s'étant révélées risquées ou décevantes[24].

Pourquoi les différentes composantes des élites n'ont-elles pas fusionné ?

Le premier facteur d'opposition entre rubaniers et métallurgistes paraît relever du simple bon sens : le tissage de la soie réclame une rigoureuse propreté tandis que le travail du fer est une activité encombrante, dangereuse et polluante. Pourtant, la quincaillerie, tout aussi nuisible mais pratiquée de tous temps par les membres de l'oligarchie, était bien tolérée. Les notables semblent donc avoir surtout cherché à préserver leur pouvoir politique face aux nouveaux-venus, garder leur mainmise sur la municipalité, maîtriser l'urbanisme, protéger et valoriser leurs intérêts de grands propriétaires fonciers, freiner une industrialisation susceptible de déprécier les terrains.

La gestion de la main d'œuvre a aussi été facteur d'antagonisme. Les patrons du textile n'étaient pas confrontés à une masse concentrée de travailleurs mais traitaient individuellement avec chaque passementier, lui-même employeur de quelques compagnons. Ils pouvaient jouer sur la concurrence entre les chefs d'atelier et la hiérarchisation du travail, facteurs qui ont contribué à la détérioration et à la précarisation de la condition ouvrière dans la Fabrique : politique de bas salaires, absence de protection sociale, manière condescendante de traiter les subordonnés, même si la pratique de la charité venait atténuer certains aspects de la misère. Les dirigeants des aciéries et des mines ont au contraire été confrontés à une pénurie de main d'œuvre. Celle-ci devait être qualifiée et sa formation était coûteuse, ce qui incitait à la fidéliser à l'entreprise. Ils ont donc opté pour le paternalisme : salaires plus élevés et protection sociale plus avancée, faisant ainsi de leurs usines des exemples peu appréciés par les rubaniers. Les intérêts économiques des deux secteurs étaient également contradictoires : le patronat du ruban était favorable au libre-échange qui autorisait l'importation de la soie et l'exportation du

23 - L'immobilier s'élève à 50 % de la valeur des successions en 1895, tandis qu'il représente 31,8 % à Grenoble au milieu du siècle : IBARROLA (Jésus), *Structures sociales et immobilières à Grenoble en 1847*, Paris-La Haye, Mouton, 1965.) ou 32,1 % à Rouen : CHALINE (Jean-Pierre), « Les bourgeois et l'argent. Un exemple provincial au XIXe siècle. » in *Romantisme, Revue du XIXe siècle*, n° 40, *L'Argent*, 2 trimestre 1983, p. 34).

24 - A l'exemple de Robin et Peyret, fabricants de quincaillerie, bailleurs de fonds de la première entreprise Jackson qui fait faillite en 1821.

ruban en franchise, tandis que les maîtres de forges s'affirmaient résolument protectionnistes afin de se soustraire à la redoutable concurrence britannique.

Plus graves étaient peut-être les divergences idéologiques. Sans être directement facteur d'opposition, la religion est un élément fondamental de distanciation entre un patriciat catholique et des élites nouvelles en majorité protestantes. Ces différences confessionnelles représentent un obstacle aux alliances. De plus, le catholicisme est sans doute la clé permettant de comprendre l'univers culturel de la haute société stéphanoise : il garantit la stabilité familiale indispensable à la survie de l'entreprise. Il a aussi contribué à radicaliser les positions politiques des notables pourtant volontiers opportunistes, les obligeant à rejeter une République anticléricale et les figeant dans le monarchisme et le conservatisme. Les maîtres de forges ont de leur côté généralement soutenu le régime républicain plus apte à servir leurs intérêts qu'un Empire libre-échangiste et autoritaire[25].

Les stratégies matrimoniales confirment les clivages qui séparaient les deux mondes : les notables locaux ont privilégié les unions entre fabricants, unions qui favorisaient les associations entre différentes « maisons » et limitaient ainsi la concurrence. Ils se sont aussi concilié les professions satellites comme les banquiers ou les notaires qu'il était utile d'avoir dans sa parentèle. Cette stricte endogamie a eu des conséquences négatives dans la mesure où elle a contribué à entretenir la fuite d'une partie des élites : les intellectuels et les artistes ont fait carrière ailleurs, tout comme les descendants des grands industriels. Ceux-ci ont d'ailleurs réalisé leurs mariages dans leur propre sphère dont le réseau s'étendait davantage au plan national qu'au plan régional.

Pourquoi le niveau culturel des élites est-il demeuré médiocre ?

Ce constat amène à se demander si, finalement, il y a eu à Saint-Étienne une véritable élite, non plus seulement au sens économique, mais au sens de ce qu'il y a de meilleur, de plus distingué et de plus apte à servir de modèle dans une société ? Le modèle stéphanois semble en l'occurrence fort réducteur, comme pourrait en témoigner la médiocrité de l'urbanisme. Contrairement aux notables des autres cités, la bourgeoisie locale n'a pas cherché à affirmer sa puissance à travers son habitat, à faire de son cadre de vie le miroir de son prestige et de sa réussite sociale. Même s'ils ne sont pas dépourvus d'une sévère esthétique, les immeubles à cour des fabricants font preuve d'un minimalisme considéré parfois comme le degré zéro de l'architecture[26].

De même, la vie culturelle est restée atone durant tout le XIXe siècle. Les arts étaient tenus en suspicion, les bibliothèques étaient pauvres, les établissements scolaires rares, l'enseignement supérieur inexistant à l'exception de l'Ecole des mines. La formation intellectuelle de la majeure partie des notables était sommaire, les fabricants estimant que l'expérience primait sur le savoir et la pratique sur la théorie. L'empirisme était devenu une règle de pensée jusque dans la conduite des affaires et le mode de raisonnement s'était figé dans une opposition entre bon sens et connaissance, négoce et culture, rectitude morale et gaspillage inutile. Les cercles étaient les formes de sociabilité les plus prisées et leurs ambitions se limitaient aux discussions autour de plantureux repas, aux partie de billard, aux jeux de cartes, et,

25 - C'est ainsi qu'aux élections législatives de 1869, le baron de Rochetaillée, champion des légitimistes mais néanmoins candidat officiel, s'est affronté au maître de forges Frédéric Dorian, figure charismatique du républicanisme qui l'a emporté avec 11 239 voix contre 4908, A.M.S.E., 7 K 1, *Elections législatives (1791-1881)*, Rapport du commissaire central au maire de Saint-Étienne, 13 mai 1869.

26 - BONILLA (M.), TOMAS (F.), VALLAT (D.), *Saint-Étienne au XIXe siècle. De Pierre-Antoine Dalgabio à Pierre-Léon Lamaizière*, Saint-Étienne, C.E.F., 1994, p. 79.

il est vrai, à l'organisation de concerts. La vie mondaine souffrait de la double emprise de la famille et de l'Eglise, l'austérité des mœurs était signe de respectabilité et il était de mauvais ton, aussi bien de suivre la mode que de perdre son temps en visites ou autres mondanités, à tel point que l'on s'ennuyait fort à Saint-Étienne.

Cet ennui affectait particulièrement les femmes qui ne devaient briller ni par le physique ni par l'esprit et dont la personnalité était opprimée par cette société patriarcale fondée sur l'autorité du père et du mari : « *Les femmes partagent leur temps entre les soins du ménage et ceux du commerce ; bonnes épouses, excellentes mères, elles sortent peu et trouvent tous leurs plaisirs dans l'intérieur de leur famille*[27] », constatait Duplessis. Si au début du siècle, elles ont parfois secondé leur conjoint dans l'entreprise, cette tâche est devenue indigne de leur rang lorsque le niveau de vie s'est élevé et elles se sont retrouvées confinées dans leur foyer, n'ayant d'autre horizon que leur très nombreuse progéniture[28]. Elles contribuaient cependant à la solidité du modèle familial, différant en ce point avec les bourgeoises du Nord décrites par Bonnie Smith qui se démarquaient de l'univers masculin, dépensaient l'argent au lieu de l'amasser, ne partageaient ni le mode de vie, ni la mentalité de la société industrielle et défendaient leurs propres critères[29]. La soumission des Stéphanoises ne veut pas dire que toutes étaient heureuses et quelques plaintes surgissaient parfois, à l'exemple de cette condamnation de la condition féminine si nettement prononcée par madame Guitton : « *Voyez-vous,* écrit-elle à une amie, *je voudrais n'avoir jamais de fille, je ne saurais les préserver de ce désir des choses irréalisables, et, en affirmant leur nature, je leur donnerais une chance de plus de souffrir des petites piqûres de la médiocrité de l'existence*[30]. » Dans une structure économique fondée sur l'entreprise familiale, la cohérence du clan est essentielle et les destins individuels sont tracés d'avance. La famille doit remplir sa mission procréatrice et éducative, maintenir les valeurs et les traditions. Ce système a sans doute été efficace puisque les déviants sont d'une rareté extrême et qu'il m'a fallu une morbide insistance pour parvenir à trouver au sein de cette bourgeoisie moralement irréprochable, un mari trompé, un célibataire volage, un fou ou un fils insoumis. Je dois en revanche faire un constat d'échec quant aux témoignages de mésententes graves entre parents, aux crises d'adolescence, au recours à la prostitution ou au non respect de la messe dominicale.

Cette intransigeance du modèle familial explique peut-être aussi les difficultés de cette société à sortir de la médiocrité intellectuelle qui la caractérisait au début du siècle, et qui était liée alors au caractère récent d'une petite cité de province grandie trop vite. Les lacunes culturelles, conséquences fortuites de l'histoire, sont devenues à Saint-Étienne facteur d'identité et cela d'autant plus, que le modèle aristocratique n'a jamais pu fonctionner étant donné l'absence d'une authentique noblesse au sein des élites. Prisonnière d'un environnement contraignant et tributaire d'un système économique proto-industriel, la bourgeoisie stéphanoise, s'est sentie menacée par des intérêts étrangers : un réflexe de défense l'a amenée à conserver son univers mental particulier. Jusqu'au début du XXe siècle, les élites stéphanoises n'ont donc pas su se renouveler, elles n'ont pas su intégrer les personnalités venues de l'extérieur, elles ont au contraire laissé partir les meilleures d'entre elles vers Lyon ou vers Paris, perpétuant un déficit ancien et

27 - DUPLESSIS (M.J.), *Essai statistique sur le département de la Loire*, Montbrison, impr. Le Cheminal, 1818, p. 157.

28 - A titre d'exemple, le nombre d'enfants dans la famille Palluat de Besset a été en moyenne de 7,5 pour chaque génération durant tout le siècle.

29 - SMITH (Bonnie), *Les bourgeoises du Nord*, 1850-1914, Paris, Perrin, 1989, p. 16.

30 - Mme Guitton, Lettre du 2 novembre 1900, mentionnée par Jean Guitton, *Portrait d'une mère. L'enfant et la vie*, Paris, Aubier, éd. Montaigne, 1941, p. 31.

dommageable. Mais doit-on s'en tenir à ce constat ? Ce jugement n'est-il pas trop sévère ?

VERS DE NOUVELLES QUESTIONS

« *L'historien doit enseigner le doute, il a le sens du relatif, du complexe, de l'incertain, il n'a que des jugements "provisoires" , il se défie des constructions doctrinales, des modes idéologiques : l'histoire est à l'évidence une école du doute...* », écrivait récemment Guy Thuillier[31]. Le doute s'impose en effet, à l'issue de toute recherche, à la fois devant le caractère nécessairement inachevé des travaux effectués, mais aussi devant le risque de schématisation, la crainte de figer ses jugements ou ses conclusions, quand l'objectif est au contraire d'ouvrir un débat, de susciter de nouvelles questions.

De nombreuses pistes concernant les élites stéphanoises restent ouvertes, notamment la réintroduction dans les successions des biens extérieurs à la ville, la portée de la culture technique et scientifique des responsables économiques, la manière dont ils ont organisé et géré l'espace, les marchés différenciés de l'industrie du ruban et du métal. Les classes moyennes restent également un champ d'investigation privilégié, donnant la possibilité de mieux saisir les mécanismes d'ascension ou de régression sociale. De même, l'évolution ultérieure des élites n'a pas encore été abordée jusqu'ici.

Quelques paradoxes doivent être mis en évidence. Les autres bourgeoisies provinciales, même lorsqu'elles étaient plus ouvertes et plus cultivées que le bourgeoisie stéphanoise, n'ont pas été plus performantes du point de vue économique, faisant preuve d'une égale timidité, par exemple, dans leurs investissements. Au niveau local, la question du libre-échange révèle que c'est le groupe social le plus conservateur, à savoir le patronat du textile, qui s'est montré le plus ouvert à l'innovation, tandis que les sidérurgistes, ancrés dans le marché national, restaient farouchement protectionnistes. Certes la structure de la Fabrique de ruban semble sclérosée au début du XXe siècle et elle donne effectivement des signes d'essoufflement. Il est vrai que les progrès techniques étaient insuffisants, les outils archaïques, les moyens de gestion sommaires, les rémunérations faibles ; mais il serait aussi possible de faire valoir les avantages d'une structure dispersée qui donnait la primauté aux fonctions bancaires et commerciales sur la fonction industrielle confiée à la sous-traitance, qui éliminait partiellement les frais d'amortissement du matériel, garantissait la souplesse dans la gestion de la main d'œuvre, réduisait les charges sociales, permettait l'étalement du risque industriel, présentait une grande capacité d'adaptation et limitait ainsi les effets des crises. La métallurgie, beaucoup plus performante et dynamique, au moins jusqu'en 1914, n'a pas mieux résisté à la conjoncture et, curieusement, le tissu industriel actuel de Saint-Étienne, formé en majorité de petites et moyennes entreprises, ressemble bien plus à celui du tout début du XIXe siècle qu'à celui de la Belle Epoque. A ceci correspond peut-être la permanence de l'élite ancienne, toujours présente dans la cité, et dont on retrouve les patronymes à la tête de la Chambre de commerce, du G.I.R.T.E.P.[32], des conseils d'administration du Musée d'art et d'industrie ou du Musée de la mine, tandis que les noms des maîtres de forges se sont généralement éteints dans la région.

31 - THUILLIER (Guy), « Sur la nécessité de compliquer en histoire sociale, » in *Bulletin d'histoire de la Sécurité sociale*, n° 31, (janvier 1995), p. 25.

32 - Groupement des industries du ruban, tresses, tissus élastiques et passementeries.

Claude-Isabelle Brelot évoque ci-dessus les dangers du localisme, les corpus régionaux ne donnant pas les moyens de prendre en compte toutes les données, notamment la diffusion d'un groupe dans le domaine national. En fait, l'histoire régionale ne peut être qu'une contribution à un édifice plus vaste, qu'un prétexte à une histoire comparative qui seule permet les confrontations et les relativisations.